

Seul le texte prononcé fait foi

Déclaration de politique générale présentée le mardi 13 septembre 2005
devant le Riksdag par M. Göran Persson, Premier ministre

Majestés,
Altesses Royales,
Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les députés,

La Suède est un pays où il fait bon vivre, un pays dont nous pouvons être fiers.

Les observateurs étrangers voient dans la Suède un pays bien armé pour affronter une situation de concurrence globalisée, un pays qui fait face avec succès aux mutations qu'imposent les temps nouveaux, un pays où l'optimisme et la foi en l'avenir sont justifiés.

Croissance, recherche, développement durable, égalité des chances, niveau de vie, emploi, accueil de l'enfance – dans tous ces domaines, la Suède occupe une position de pointe.

Partout en Suède, je vois le même tableau.

En parlant la semaine dernière avec Göran Karlsson, 90 ans, dans sa maison de retraite de Dundret à Jönköping, j'étais face à ce qui est peut-être le plus grand triomphe de notre temps : Notre santé est toujours meilleure, et notre vie de plus en plus longue en Suède.

Aux scieries de Bollsta, j'ai vu comment des technologies avancées et une spécialisation pointue ont transformé les emplois et l'environnement industriel rude et dangereux d'autrefois. À Gällivare, j'ai rencontré des entrepreneurs enthousiastes dans une localité où la reprise est au rendez-vous et où naît une nouvelle confiance en l'avenir. Dans nos établissements d'enseignement supérieur, je vois la société de la connaissance imprimer sa marque sur de nouvelles générations, de nouvelles régions, de nouveaux groupes sociaux.

La mutation est rapide – et difficile.

C'est particulièrement sensible sur le marché du travail.

Dans notre pays, 263 451 personnes sont en chômage déclaré, 36 904 sont sans emploi depuis plus de deux ans.

Le chômage est destructeur.

C'est pourquoi je tiens à le dire clairement :

Les mutations structurelles se poursuivront sur le marché du travail. De plus en plus de travailleurs devront changer d'emploi. Cette reconversion, il faut la rendre plus facile pour les gens, et non plus difficile.

Au cours de la prochaine législature, un gouvernement social-démocrate apportera de sérieuses améliorations à l'assurance-chômage. Il faut affirmer la portée des conventions collectives, il faut étoffer le droit du travail.

Les investissements sont maintenant en forte progression. Les entreprises accroissent leur capacité de production. L'inflation et les taux d'intérêts n'ont jamais été aussi bas. La progression des salaires en termes réels est bonne. Chez les ménages comme dans les entreprises, la confiance en l'avenir grandit. La consommation privée augmente

substantiellement. L'objectif concernant l'excédent budgétaire est maintenu et le plafond de dépenses sera respecté.

Les ressources communes progressent.

Il nous faut mettre à profit cette situation favorable.

Elle doit être employée à battre en brèche le chômage et l'exclusion – et non à consentir de fortes baisses d'impôts.

Elle doit être employée à accroître la sécurité – et non à la réduire.

Un large train de mesures pour l'emploi va être mis en œuvre.

100 000 entrepreneurs auront la possibilité d'embaucher leur premier salarié grâce à une baisse des cotisations patronales.

7 500 diplômés de l'enseignement supérieur auront des possibilités de trouver un emploi ou un stage dans le secteur public et les PME.

13 000 places de stages et 3 000 places d'apprentissage seront créées pour les jeunes sans emploi.

10 000 contrats de formation-intérim seront proposés dans les services médicaux et sociaux.

20 000 « emplois de renfort » seront créés pour améliorer la qualité des services publics

17 500 places supplémentaires sont prévues dans l'enseignement supérieur.

1 000 personnes de plus pourront être accueillies dans des formations professionnelles qualifiées.

L'objectif de notre politique est le plein emploi.

En 2006, nous devons atteindre l'objectif d'étape fixé, un taux de chômage déclaré de quatre pour cent.

* * *

Tous ceux qui veulent et peuvent travailler doivent pouvoir trouver un emploi.

Le taux de maladie est en baisse. Il y a aujourd'hui 35 000 personnes de moins en congé de maladie qu'il y a un an. L'objectif d'une réduction de moitié des arrêts maladie d'ici à 2008 est à notre portée.

Les actions préventives et la médecine du travail seront améliorées. De meilleures possibilités de faire des études seront données aux personnes en congé de maladie et en préretraite. Un nouveau projet pilote sera lancé pour aider ceux qui sont en congé de longue maladie à reprendre le travail. Au premier juillet, des améliorations seront apportées à l'assurance maladie.

Des emplois plus nombreux et de meilleure qualité vont être créés pour les travailleurs handicapés. La subvention salariale sera encore majorée. Les mesures relevant de la politique pour les handicapés seront renforcées et coordonnées.

Depuis 1994, le taux d'emploi s'est accru et le chômage a diminué parmi les personnes nées à l'étranger.

Les programmes d'insertion et les cours de langue seront encore mieux adaptés à l'individu. Les stages d'initiation en entreprise sont maintenus. Les crédits de l'ombudsman contre la discrimination seront augmentés. Des mesures seront prises pour améliorer la diversité ethnique dans l'administration d'État. Les objectifs, les orientations et l'organisation de la politique d'intégration seront revus.

* * *

L'année dernière, quelque 40 000 nouvelles entreprises ont vu le jour en Suède. Il y a vingt ans que les créations d'entreprises n'avaient pas été aussi nombreuses.

Des moyens supplémentaires seront alloués aux centres de développement industriel. Les petites et moyennes entreprises auront de meilleures possibilités de miser sur la recherche-développement. L'effort de simplification se poursuivra. L'exportation sera

encouragée. De concert avec les milieux économiques et les organisations syndicales, une action à long terme va être engagée dans des secteurs stratégiques pour l'avenir de l'industrie suédoise.

La taxe sur le dioxyde de carbone sera supprimée pour les secteurs industriels concernés par le commerce des droits d'émission, et abaissée pour les centrales combinées chaleur-électricité à fort rendement.

Des régions dynamiques doivent se développer partout dans le pays. En beaucoup d'endroit, la tendance au déclin s'inverse, comme dans certaines parties du Norrbotten où l'industrie, le tourisme et l'hôtellerie, les tests automobiles et le commerce investissent et créent des emplois. L'industrie minière du Norrbotten est en forte expansion. L'État entend soutenir activement les communes de Kiruna et Gällivare dans ce développement.

La ligne ferroviaire Norvège-Vänern, Citytunnel et la ligne de Haparanda vont être mises en chantier. Un négociateur public sera nommé pour examiner, en collaboration avec les acteurs locaux et régionaux, les possibilités d'engager plus tôt les travaux sur la ligne ferroviaire Stockholm-Nyköping-Linköping.

L'objectif gouvernemental qui prévoyait 120 000 logements neufs au cours de la législature est dépassé. Les coûts d'habitation fléchissent sous la pression de taux d'intérêt historiquement bas. L'attention se portera sur la situation du logement des jeunes.

Si la forêt gagne du terrain sur les prés et les prairies, la Suède en sera assombrie. Plus d'animaux en pâturage et de nouvelles cultures devraient contribuer à maintenir un paysage ouvert. Un nouveau programme de développement rural sera présenté.

La production de denrées alimentaires à petite échelle sera facilitée. La production alimentaire écologique doit augmenter. Les normes et la surveillance seront renforcées tout au long de la chaîne alimentaire. Le marquage d'origine sera étendu. La sécurité des consommateurs doit être améliorée et la priorité sera donnée à la consommation durable.

La Suède doit mener une politique responsable en ce qui concerne les prédateurs, avec l'assentiment de toute la population. Il convient donc de réduire les affrontements autour de cette politique. L'article 28 du décret sur la chasse sera précisé.

La gestion et le contrôle de la pêche seront améliorés, et la protection des animaux renforcée.

Pour aider les propriétaires forestiers victimes de la tempête Gudrun, 450 millions de couronnes en tout seront dégagés sur les trois années à venir pour la replantation des forêts ravagées.

* * *

Plus que jamais, un haut niveau de connaissances est un avantage concurrentiel pour une nation. Et rien n'est plus important pour l'épanouissement individuel et la vigueur de la démocratie.

Les mêmes règles et les mêmes objectifs doivent s'appliquer à toutes les écoles. L'utilité d'options de rechange pédagogiques ne doit pas se payer par une ségrégation accrue et un appauvrissement de l'école publique. Équivalence et qualité et doivent être de rigueur dans l'enseignement scolaire.

Le personnel scolaire doit avoir des responsabilités bien établies et des attributions claires. Le développement des compétences sera renforcé pour les enseignants. L'effort se poursuit pour assurer 15 000 nouveaux emplois dans les écoles. Des plans de développement individuels seront instaurés dès la première année de scolarité. Le suivi des écoles doit être amélioré. À cet effet sera entrepris un travail visant à mettre en place des épreuves nationales dès la troisième année. L'enseignement de la lecture et des mathématiques sera renforcé. Les élèves doivent bénéficier d'une influence accrue et voir leurs droits mieux garantis. Un effort particulier doit être accompli pour les écoles des

zones touchées par la ségrégation. Une nouvelle loi scolaire sera présentée. La discrimination et les traitements offensants seront interdits à l'école.

Un large programme de développement de la qualité sera préparé pour le lycée. Les programmes individuels seront améliorés et bénéficieront de moyens renforcés.

Plusieurs universités nouvelles ont été fondées. Il y a actuellement au moins un centre d'enseignement supérieur dans chaque département. Les disparités de recrutement – géographiques, sociales et ethniques – sont en fort recul. Le développement régional en bénéficie. L'expansion de l'enseignement supérieur se poursuit. Selon l'objectif du gouvernement, 50 pour cent de chaque cohorte doivent faire des études supérieures. Des moyens seront dégagés pour garantir la qualité.

La recherche suédoise sera renforcée. L'effort portera particulièrement sur la médecine et la technologie. L'objectif est de faire en sorte que les crédits publics affectés annuellement à la recherche atteignent un pour cent du PIB.

* * *

Femmes et hommes doivent avoir un même pouvoir de façonner la société et leur propre vie.

Une Suède paritaire suppose la parité sur le marché du travail. Un renforcement de la sécurité de l'emploi est prévu pour les femmes enceintes et les personnes en congé parental. Des mesures contre la discrimination sexuelle en termes d'écarts salariaux seront proposées. L'accent sera mis sur la responsabilité des partenaires sociaux. Une loi sur le droit au travail à plein temps sera déposée. Un effort doit être fait pour réduire les taux de maladie sur les lieux de travail où prédominent les femmes. Des mesures seront élaborées pour réduire le nombre d'emplois précaires et accroître l'influence du personnel dans le secteur public. Le développement des compétences sera renforcé dans les services médicaux et sociaux.

De nouveaux objectifs nationaux seront fixés pour l'action en faveur de l'égalité entre femmes et hommes. Le soutien aux organisations féminines sera intensifié. Le Centre national pour les femmes battues et violées deviendra un centre de compétence national sur la violence masculine envers les femmes. L'aide publique aux permanences pour les femmes en danger sera accrue. De nouvelles initiatives seront prises contre l'exploitation sexuelle et la traite des êtres humains. Une offensive va être lancée pour mettre en exergue les questions d'égalité entre femmes et hommes dans le cadre de l'Union européenne. Les droit et la santé des femmes doivent être prioritaires dans la coopération au développement.

* * *

On dit de la Suède qu'elle est le pays du monde le plus accueillant pour les enfants. Il doit en être de même en ce qui concerne nos aînés : La Suède doit être le pays du monde le plus accueillant aux personnes âgées.

De plus en plus de Suédois arrivent à l'âge de la retraite en gardant la capacité et la volonté de continuer à travailler. Le monde du travail doit devenir plus flexible.

La Suède compte un demi-million de personnes de plus de 80 ans. Près d'une femme sur trois pourra fêter son quatre-vingt-dixième anniversaire. Nos aînés sont de plus en plus nombreux. Mais avec l'âge vient aussi la maladie.

Toutes les personnes âgées doivent avoir droit à une assistance équivalente et de bonne qualité. Un plan de développement national pour la prise en charge des personnes âgées va être élaboré. Le traitement des multipathologies doit être amélioré, de même que les soins aux personnes atteintes de démences. Il est nécessaire de prendre en compte les besoins des immigrés âgés. Le soutien aux proches doit être amélioré. Des crédits de 100 millions seront dégagés et la coopération avec les organisations de retraités sera accrue. La législation et la surveillance doivent être renforcées.

Beaucoup de ceux qui travaillent dans les services d'aide aux personnes âgées n'ont pas eu la possibilité d'améliorer leur qualification. L'action nationale pluriannuelle Kompetensstegen – l'échelle des compétences – est un investissement de longue haleine pour accroître la qualité des services d'aide aux personnes âgées.

L'augmentation du nombre de personnes âgées impose des exigences nouvelles en matière d'habitation. Ceux qui le souhaitent doivent pouvoir dans toute la mesure du possible se maintenir à domicile. Cela demande un aménagement du parc de logements existants. Pour assurer la liberté de choix et la sécurité tout au long de la vie, il est nécessaire de mettre au point de nouvelles formes d'hébergement. L'accès aux maisons d'accueil spécialisées doit être amélioré pour faire face à des besoins croissants. Le supplément logement pour retraités sera majoré. Le gouvernement se propose d'instaurer dans le courant de la prochaine législature une garantie pour les couples, afin d'éviter la séparation à ceux qui sont frappés par la maladie.

* * *

« La santé est le bien le plus précieux de l'être humain. Il tient à la protéger, et à la recouvrer s'il l'a perdue. C'est là qu'il a besoin de l'appui de la collectivité. »

C'est dans ces termes que Tage Erlander, vers le milieu des années 1950, soulignait la responsabilité des pouvoirs publics pour les services médico-sociaux, et c'est dans ces termes que je peux formuler aujourd'hui le même engagement.

Le premier novembre sera instaurée la garantie de soins à l'échelle nationale pour tous les traitements médicaux et psychiatriques.

Une nouvelle législation sur les modalités d'exploitation des services médicaux permettra de garantir à tous les citoyens des soins de qualité dans des conditions d'égalité. Les soins

médicaux doivent être dispensés en fonction des besoins et non de la capacité de paiement. Aucun établissement de soins financé par le secteur public ne doit donner la priorité à des patients titulaires d'assurances privées, ni être géré à des fins lucratives privées.

Pour plus de qualité et d'efficacité, les soins hautement spécialisés sont coordonnés dans le cadre d'une zone de prise en charge unique couvrant toute la Suède. Les patients doivent pouvoir entrer plus facilement en contact avec leur centre de soins et choisir eux-mêmes la date d'une nouvelle visite ou d'une opération. Une nouvelle assurance dentaire, tendant à renforcer les soins préventifs et mieux couvrir les traitements les plus onéreux, est à l'étude.

La tendance s'est inversée dans le secteur des collectivités locales. Elles sont de plus en plus nombreuses à avoir des finances équilibrées, voire à faire état d'un excédent. Des activités communales telles que l'école et les services médico-sociaux emploient 65 000 personnes de plus qu'en 1994. Les effectifs ont retrouvé leur niveau de la fin des années 1980.

Il importe que les communes et conseils généraux puissent planifier à long terme. C'est pourquoi ils seront avisés dès cet automne du relèvement des dotations générales de l'État, pour 2007 comme pour 2008. La qualité des services médicaux, de l'école et des services de prise en charge en sera améliorée et les effectifs pourront être accrus.

* * *

Écoutez ces quelques vers du poème bien connu de Dan Andersson « Vol d'oies sauvages » :

« Viens-t-en boire un souffle des vents de l'automne,
Regarde avec moi vers un ciel pâle et bleu !
Reste près de moi, aux grilles de l'enclos,
Quand passent les oies sauvages au-dessus du hameau. »

Nous sommes tous profondément marqués par la nature et l'environnement culturel dans lesquels nous grandissons et passons notre existence.

C'est ce qui explique que nous soyons aujourd'hui effrayés par les changements climatiques. La température médiane de la terre augmente, à proximité des pôles. Le paysage suédois est menacé par des tempêtes, des inondations et de longues périodes de sécheresse.

La lutte contre la pollution de l'environnement se trouve placée dans une nouvelle perspective. Le passage de la société à une croissance soutenable devra s'accélérer.

Cette mutation recèle d'énormes possibilités en matière de développement technique, de recherche et d'innovations, en matière de croissance et de création d'emplois en Suède – mais aussi en matière de contribution à une justice globale.

La Suède est l'un des rares pays à avoir réduit ses émissions de gaz à effets de serre. Cette évolution s'accélérera au moyen d'une politique active. Le passage à une fiscalité verte se poursuivra.

À la pointe du progrès, notre secteur écotechnologique crée des emplois et génère des revenus à l'exportation. De plus en plus nombreux sont ceux à changer de système de chauffage. La demande en voitures hybrides ou fonctionnant à l'éthanol augmente. Un revirement de la tendance est chose possible.

Un nouvel objectif sera défini : Créer les conditions mettant un terme à notre dépendance des combustibles fossiles d'ici à 2020.

L'emploi d'une électricité provenant de sources d'énergie renouvelable augmentera de 15 TWh dans les dix prochaines années. Les programmes d'investissement pour l'amélioration du climat continueront. Le développement de l'énergie éolienne se

poursuivra. La production d'énergie renouvelable issue de ressources agricoles et forestières devra augmenter. La position du consommateur d'électricité et du client énergétique sera renforcée.

Une aide spécifique sera introduite, qui permettra à 145 000 maisons individuelles et 105 000 appartements chauffés uniquement au mazout de passer à des solutions durables. Les ménages équipés d'installations de chauffage électrique à effet Joule se verront proposer une réduction spéciale sur les coûts de main-d'œuvre pour passer à une autre forme de chauffage.

Un programme national en faveur d'une amélioration de l'efficacité énergétique et d'une construction économe en énergie sera présenté. Des aides seront attribuées aux exportations d'écotechnologie. Les crédits accordés à la recherche énergétique seront augmentés.

La réforme du secteur des transports suppose des opérations internationales et nationales ainsi que d'importantes actions de la part des chercheurs, du secteur industriel, des utilisateurs et de l'État. La fiscalité préférentielle accordée aux automobiles fonctionnant au gaz diminuera. 35 pour cent au moins des automobiles achetées en leasing ou acquises par les autorités publiques devront être des voitures non polluantes.

L'ambitieux objectif climatique que la Suède s'est fixé sera atteint. Un nouveau projet de loi sur le climat sera présenté.

L'environnement marin doit être amélioré. Les travaux visant à octroyer à la mer Baltique le statut de zone maritime particulièrement sensible entrent dans leur phase finale. Les pays riverains de la mer Baltique seront conviés à une réunion de haut niveau sur les problèmes environnementaux de la mer Baltique. La recherche et l'observation environnementale seront développées. Un centre de recherche international sur l'environnement marin est en préparation.

Un plan d'action en faveur de nos environnements marins sera établi. Dix-huit nouvelles réserves marines seront créées dans les cinq années à venir. Le gouvernement sera l'hôte de la sixième Conférence de la mer du Nord qui se tiendra à Göteborg.

Le gouvernement œuvre pour qu'une stricte politique soit menée au sein de l'UE en matière de produits chimiques et pour qu'une stratégie globale sur les produits chimiques puisse être mise en place l'an prochain, lors de la réunion des Nations Unies à Dubai. La Suède fait figure d'État pilote dans son abandon progressif des retardateurs de flamme au brome les plus dangereux.

* * *

S'il a remporté de nombreux succès, le modèle de protection sociale suédois n'en reste pas moins perfectible.

Il y a neuf mois, un effort financier pour la création de 6 000 nouveaux postes à l'école maternelle a été consenti.

Il y a huit mois, le supplément logement accordé aux retraités a été augmenté.

Il y a deux mois, l'aide versée pour l'emploi de personnes handicapées et pour les salariés des ateliers protégés a été relevée.

Dans un mois, les allocations familiales et le supplément pour familles nombreuses seront relevées de 100 couronnes, cette dernière prestation allant dorénavant être versée à compter du deuxième enfant.

Dans quatre mois, l'allocation de soutien familial sera relevée, l'allocation logement renforcée pour les familles avec enfants et un supplément-enfant instauré pour les étudiants.

Dans dix mois, 1,4 million de salariés toucheront une assurance-maladie plus élevée et près de 300 000 parents percevront une meilleure indemnité d'assurance parentale.

De constants travaux de réforme s'imposent pour pouvoir maintenir un niveau satisfaisant de bien-être dans un monde en mutation. Une politique progressive est nécessaire pour franchir le pas de l'ancien au nouveau monde.

Dans ce nouveau monde, c'est réforme par réforme, pas à pas, que peut se renforcer et s'améliorer notre système de système de protection sociale.

Mais, de la même façon, c'est réforme par réforme, pas à pas, qu'on peut se démanteler.

C'est une question de volonté politique.

Le bien-être social, c'est un contrat passé entre individus, un accord englobant à la fois des droits et des obligations, une promesse de travail, un sens des responsabilités et une sollicitude mutuelle.

Finalement, il est l'expression pratique de la solidarité et de l'égalité entre tous les humains.

Le modèle suédois de protection sociale existera tant que vous et moi, et tous les autres, serons prêts à le soutenir et à le défendre.

Le gouvernement est convaincu que les défis d'une ère nouvelle se résolvent le plus aisément dans la sécurité, l'égalité et la cohésion.

* * *

Monsieur le Président,

L'aide de l'État permettra à en tout 1,5 million de personnes de participer aux 15 millions d'heures d'enseignement dispensées dans les neuf fédérations d'éducation populaire. Cela permettra également à 100 000 étudiants de participer chaque semestre à des enseignements de courte ou longue durée dans les 148 écoles populaires supérieures que compte le pays.

Imaginez la force que représentent ces réunions, ces échanges d'expériences, cette volonté de savoir. Imaginez la force que représente l'éducation populaire pour notre société du savoir. Imaginez la force que tout cela représente pour notre démocratie.

C'est d'un renforcement, non d'un appauvrissement dont a besoin le mouvement d'éducation populaire.

D'autres actions s'imposent pour promouvoir la lecture, tout particulièrement parmi les jeunes. L'aide à la littérature sera élargie et le Conseil national de la culture se verra confier la tâche d'initier l'édition d'œuvres classiques.

Les efforts en faveur de la culture enfantine se poursuivront. À l'Année du multiculturalisme en 2006 succédera en 2007 l'Année de la culture enfantine.

Un nouvel accord cinématographique posera les fondements nécessaires à une nouvelle et ambitieuse collaboration de cinq ans en faveur de la production cinématographique suédoise. L'aide accordée à l'Alliance théâtrale (Teateralliansen), aux théâtres indépendants et à la danse augmentera. La question des retraites des professionnels de la culture sera résolue. Les collections des musées publics seront restaurées et conditionnées.

La Suède a besoin d'un véritable point de ralliement pour le stylisme et le design. Les conditions pour un nouveau musée du stylisme seront définies Des dispositions seront

prises pour permettre un agrandissement du Musée national des beaux-arts. Un concours d'architectes sera ouvert. L'État soutiendra activement la création d'un nouveau Musée Nobel.

* * *

Depuis des décennies, la Suède se met au service du droit international, du désarmement et de l'égalité.

Demain s'ouvrira à New York le sommet sur la réforme des Nations Unies et le développement.

Les mots de Dag Hammarskjöld sur les Nations Unies et notre commune responsabilité obligent :

« Les générations futures diront peut-être de nous que nous n'avons jamais pu réaliser nos desseins. Au moins ne faut-il pas qu'elles puissent dire que nous aurons échoué pour avoir manqué de foi ou laissé d'égoïstes intérêts nous écarter de notre but. »

Les Nations Unies doivent être renforcées. La composition du Conseil de sécurité devra être modernisée. Il nous faudra parvenir à une réduction de la pauvreté, un des objectifs du Millénaire formulés par les Nations Unies. Une commission de consolidation de la paix dans les pays touchés par les conflits et un conseil pour les droits de l'homme devront être créés. L'action pour le désarmement et la non-prolifération devra s'intensifier.

Les transformations climatiques demandent des mesures musclées. Le gouvernement souhaite que les négociations sur une limitation concrète des émissions de polluants après 2012 s'ouvrent sans délai. Les pays impliqués devront être beaucoup plus nombreux que ceux ayant ratifié l'Accord de Kyoto. Un réseau de ministres de l'environnement devra être mis en place pour mondialiser les échanges de droits d'émission.

La politique vers l'Est doit devenir plus active. Nous souhaitons voir se mettre en place une politique européenne concertée vis-à-vis de la Russie. L'UE devra soutenir activement l'évolution démocratique de la République du Bélarus. La coopération avec l'Ukraine et la Georgie devra s'intensifier. La Moldavie devra être aidée dans sa lutte contre le VIH/SIDA et la traite des êtres humains. Un envoyé spécial pour les pays du Sud-Caucase sera nommé.

Les efforts de paix au Moyen-Orient doivent s'intensifier. Le retrait israélien de la bande de Gaza et de certaines implantations de Cisjordanie doit constituer la première étape d'un processus débouchant, comme le prévoit la feuille de route, sur la création de deux États vivant à l'intérieur de frontières sûres et reconnues. Le gouvernement souhaite qu'une action soit entreprise qui permette à la bande de Gaza de devenir économiquement viable après le retrait.

La Corne de l'Afrique a besoin de l'aide du reste du monde. Le génocide au Darfour, les différends frontaliers entre l'Éthiopie et l'Érythrée et la situation en Somalie – tout contribue à brider le développement d'une région dévastée. Les conflits de cette région devront être résolus pour qu'une augmentation de l'aide ait un sens. Un coordinateur national chargé des actions de la Suède dans la Corne de l'Afrique sera désigné.

Une évolution pacifique de la presqu'île de Corée doit être assurée. Sa situation tendue pose des risques pour la sécurité et la stabilité de l'Asie de l'Est. Un émissaire sera désigné pour coordonner les actions de la Suède destinées à aider les conversations à six. Des contacts à un haut niveau politique se poursuivront.

L'objectif du un pour cent au profit de l'aide au développement sera atteint. Des actions spécifiques seront menées en matière d'environnement et de lutte contre les maladies contagieuses. Liberté et équité devront être les mots d'ordre du commerce. L'aide liée au commerce sera relevée de 30 pour cent.

Les pays du monde ont une responsabilité partagée pour les êtres humains qui sont contraints à l'exode. Le soutien suédois au Haut commissariat des Nations Unies pour les réfugiés sera accru. La Suède œuvre pour une politique européenne commune et solidaire en faveur des réfugiés. La protection des enfants non accompagnés qui demandent l'asile en Suède sera renforcée.

L'Union européenne continuera d'être le principal forum de coopération de notre continent. Après les référendums sur le nouveau traité, l'Union doit aujourd'hui trouver une forme adaptée aux exigences de notre temps. La période de réflexion devra servir à animer un débat sur l'avenir de l'UE et le modèle social européen. Le gouvernement souhaite voir un budget européen à long terme plus équitable et plus moderne. L'élargissement de l'UE doit se poursuivre. Tous les pays européens remplissant les critères énoncés devront à terme pouvoir en devenir membres, en particulier les pays des Balkans. La Turquie devrait pouvoir entamer ses négociations d'adhésion comme prévu.

* * *

La non-participation de la Suède aux alliances militaires jouit d'un large soutien populaire. Se fondant sur ce principe, la Suède poursuivra la réforme de sa défense. La Suède devra se doter d'une force d'intervention moderne et apte au combat. La force nordique d'action rapide placée sous le commandement de la Suède constituera un apport important dans la recherche de la paix et la sécurité. L'engagement suédois visant à maintenir la paix en Afghanistan s'affirmera. L'action civile de gestion de crise dans la province d'Aceh se poursuivra.

Un programme visant à accroître la sécurité nationale, à lutter plus efficacement contre le terrorisme et à réduire la vulnérabilité de notre société en cas de crises majeures, sera présenté. Une organisation plus cohérente y sera proposée, comme un emploi accru de certains moyens coercitifs pour anticiper des actes terroristes et une meilleure coordination des services de renseignement. Des militaires pourront être placés sous le

commandement de la police et apporter leur soutien en cas de menace grave contre notre société.

* * *

Le nombre des crimes et délits élucidés devra progresser, celui des policiers augmenter. Les outils mis à la disposition de la police seront renforcés, les écoutes téléphoniques rendues possibles. Le registre ADN sera élargi. Le nombre de places des établissements pénitentiaires augmentera. Une nouvelle législation sur l'administration pénitentiaire sera mise en place. La protection des femmes victimes de violence sera développée. Les méthodes permettant, à l'aide de moyens techniques, d'empêcher certains hommes d'enfreindre l'interdiction de visite seront réexaminés. Une attention toute particulière sera portée sur les jeunes délinquants.

Des raisons sociales sont à la source de la criminalité. La prise en charge des toxicomanes sera renforcée tandis que des actions préventives dans des secteurs particulièrement sensibles se verront accorder une aide spécifique. Une politique de bien-être opérante est la manière la plus efficace de faire reculer la criminalité.

* * *

Monsieur le Président,

Le gouvernement social-démocrate dirige la Suède depuis 1994. Nous l'avons dirigée l'esprit ouvert et le regard tourné vers l'avenir. Nous l'avons dirigée sur une base idéologique solide. Voilà comment nous entendons continuer de la gouverner :

À l'heure où la concurrence internationale produit de plus en plus de chômeurs, nous optons pour un accroissement de notre soutien à la recherche d'un nouvel emploi et une amélioration de l'assurance chômage – non pour un démantèlement de notre système de protection des travailleurs.

À l'heure où le besoin de connaissances nous contraint tous à poursuivre des études, nous optons pour une hausse de nos ambitions à l'égard de l'école et l'établissement de nouveaux objectifs pour l'université et la recherche – non en un élitisme que nous ne croyons pas à même de diffuser et de faire croître le savoir.

À l'heure où le nombre de retraités augmente, nous donnons aux communes les moyens de développer un système de qualité pour la prise en charge des personnes âgées, pour tous – et non pour une minorité.

À l'heure où la mondialisation engendre une nouvelle prospérité mais élargit les fractures, nous faisons entendre notre voix pour la justice, l'intégration et la dignité de tous les êtres humains – pas simplement sur le papier mais aux Nations Unies, à l'OMC, dans l'UE, par le biais de l'Asdi et d'autres canaux internationaux.

À l'heure où les menaces contre le climat et l'environnement se font toujours plus sensibles, nous optons pour une politique environnementale plus combative, pour la recherche et des investissements substantiels dans les nouvelles technologies – et non pour une baisse des ambitions.

À l'heure où la globalisation entre dans le quotidien de chacun, nous optons pour le modèle suédois de protection sociale – et non pour son changement.

Au moment où la Suède doit affronter l'avenir, nous devons tous être prêts – et non une petite minorité.

Voilà comment un pays où il fait déjà bon vivre peut encore se parfaire, être digne qu'on en soit fier.